

2 OCTOBRE

NE LAISSONS PLUS LE GOUVERNEMENT REPRENDRE SON SOUFFLE ! LA PROCHAINE ÉTAPE DOIT ÊTRE UNE GRÈVE GÉNÉRALE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Cette journée d'action du 2 octobre n'est pas la grève générale annoncée par le président de la FGTB Robert Vertenuel ; mais des manifestations dans presque toutes les villes centrales du pays, ce n'est pas rien. Avec les actions des fonctionnaires régionaux et fédéraux de ces deux dernières semaines, le 2 octobre crée un climat social qui, pour la première fois depuis 2014, a mis le gouvernement dans ses petits souliers. Cette fois, les dirigeants syndicaux ne doivent pas laisser le gouvernement reprendre son souffle comme il l'a fait à l'époque. Ils doivent assurer une grève générale bien organisée.

Ces derniers temps, le gouvernement de droite perd pied. Qu'en est-il de sa vantardise sur les emplois ? Où en sont ses belles paroles selon lesquelles nous avons davantage d'argent en net grâce au taxshift ? Et, selon Michel, si le déficit budgétaire n'a pas été complètement éliminé, c'est parce qu'il voulait mener une politique de relance ?! Etc. Etc.

Depuis lors, le PTB a pu constater, d'après les chiffres de la Commission européenne, que la part des salaires dans le revenu national brut a diminué de 9 milliards d'euros depuis l'entrée en fonction de Michel. La part des bénéfices a augmenté de 12 milliards. Le déficit budgétaire n'était pas de 3, mais de 8 milliards, presque autant que lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir. Non seulement nous payons le taxshift via notre facture d'électricité et des plans de délestage cet hiver. La déshumanisation des réfugiés était jugée "efficace" jusqu'à ce qu'il s'avère que Francken avait libéré 32 personnes "connues pour troubles à l'ordre public" pour faire place à des transmigrants. Les politiciens ne veulent pas corriger cela en rendant la politique d'asile plus humaine, mais au contraire en la rendant plus restrictive. Schild & Vrienden, les petits-protégés de la N-VA, font ressurgir le passé trouble de Francken et de son parti. Le gouvernement est toujours brutal et antisocial, mais au lieu de paraître efficace, tout cela semble maintenant nêtre que du gâchis.

Normalement, le gouvernement, NV-A en tête, parlerait de migration, de fondamentalisme et de sécurité dans la logique de diviser pour mieux régner. Mais il en a lui-même miné l'efficacité avec l'accord de l'été. Il s'en prend à peu près à tout le monde, du public au privé, des salariés aux chômeurs, des pensionnés aux malades, jusqu'aux victimes d'Arco qui peuvent maintenant complètement oublier tout arrangement. C'était déjà le cas à partir de 2014, avec le saut d'index et le relèvement de l'âge de la pension à 67 ans. Le gouvernement avait suscité une levée de boucliers générale. A cet-

te époque aussi, les syndicats s'étaient mobilisés et l'attention avait été attirée sur le caractère antisocial du gouvernement. A cette époque aussi, le gouvernement était à la peine dans les sondages, mais les dirigeants syndicaux n'ont pas terminé le travail et le gouvernement a réussi à se rétablir. C'est une leçon importante pour aujourd'hui.

Les sondages ne sont bien sûr que des sondages. Il peut encore beaucoup arriver d'ici aux élections du 14 octobre et certainement à celles du 26 mai. Mais en Flandre persiste une dynamique où la NV-A reçoit des claques au bénéfice des Verts et du PTB mais aussi, malheureusement, du Vlaams Belang. En Wallonie, le PS se redresse partiellement et la percée du PTB est moindre que dans les sondages qui suivirent l'éclatement des scandales entourant les intercommunales ; mais elle reste considérable. Si les dirigeants syndicaux ne se reposent pas sur leurs lauriers et n'attendent pas les élections et continuent d'accroître la mobilisation, alors non seulement le soutien social et électoral pour la droite peut s'effondrer, mais même une chute du gouvernement ne peut être exclue. C'est la meilleure façon d'éviter la catastrophe d'un Michel II.

Nous n'en sommes hélas pas encore là. Nous avons besoin d'un gouvernement qui défende les intérêts des travailleurs avec le même engagement que celui du gouvernement envers les capitalistes. C'est ce que beaucoup de travailleurs attendent de l'appel de la FGTB wallonne en faveur d'une coalition progressiste PS-Ecolo-PTB. Mais au lieu d'une proposition de programme pour une telle coalition et d'une vaste campagne autour de celle-ci, les trois partis ont catégoriquement rejeté l'idée. Di Rupo défend même une coalition PS-Ecolo-Défi. Ce ne serait pas un gouvernement anti-austérité, mais une sorte de Di Rupo II. Nous n'allons quand même pas laisser Di Rupo II préparer un Michel II comme la politique d'austérité de Di Rupo I a posé les bases de Michel I ?



WWW.SOCIALISME.BE

FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE

Nous ne pouvons pas compter sur les médias traditionnels pour relayer notre colère et nos combats !
Achetez le journal *Lutte Socialiste* pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

